

Communiqué de presse

Le nouveau rapport de la Margaret and Wallace McCain Family Foundation demande au gouvernement fédéral d'investir massivement dans l'éducation à la petite enfance

Le Canada accuse un retard par rapport à la majorité des pays de l'OCDE quant au nombre d'inscriptions chez les jeunes enfants et il a besoin d'un système universel de soins et d'éducation à la petite enfance

TORONTO, 20 février 2020 – La Margaret and Wallace McCain Family Foundation demande au gouvernement fédéral d'investir de façon importante dans l'éducation à la petite enfance (EPE) universelle afin d'assurer au Canada sa capacité concurrentielle. Cet investissement sera avantageux autant pour les enfants canadiens d'âge préscolaire que pour la société canadienne dans son ensemble.

Cette quatrième étude phare intitulée *Le point sur la petite enfance 4 : Enfants épanouis, société prospère*, menée par l'honorable Margaret McCain, est basée sur 20 années de recherche. Elle dévoile que le Canada se classe non seulement dans le dernier tiers mais qu'il est même 33^e parmi les 35 pays de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) pour ce qui est du nombre d'inscriptions en EPE. Si le Canada a élargi son offre en EPE pour les enfants d'âge préscolaire, on peut dire que d'autres pays ont su faire bien plus.

L'EPE n'est pas une extension de l'école ou des soins de base que l'on offre dans une maison ou un centre, c'est plutôt un moyen de faciliter le jeu entre des enfants de moins de 5 ans et des éducateurs d'expérience qui favorise les capacités cognitives et langagières des enfants avant qu'ils commencent leur éducation formelle.

« Les 2000 premiers jours de vie d'un enfant correspondent à une période critique de son apprentissage et son développement, et les expériences qui surviennent alors ont un impact à long terme, explique Madame McCain. La société a un rôle plus grand à jouer tôt dans la vie des enfants. Si la prochaine génération doit s'épanouir dans un monde toujours plus complexe, il faut que le Canada bonifie son engagement envers l'éducation à la petite enfance dès le départ. L'inégalité serait résolue dès les premières années. Notre société ne s'en portera que mieux, et ce, pour les générations à venir. »

Pour atteindre le taux de participation moyen de 70 % de l'OCDE, le gouvernement fédéral devra travailler avec tous les paliers de gouvernements. Plus précisément, le rapport demande au gouvernement fédéral d'investir 8 milliards de dollars de plus par année en EPE. Ces fonds additionnels seraient obtenus par une augmentation de l'investissement d'un milliard de dollars chaque année jusqu'à ce que le manque soit comblé.

« Un investissement qui hausserait la participation en EPE au Canada afin qu'elle atteigne la moyenne de l'OCDE permettrait à près de 60 000 femmes de s'intégrer à la population active, affirme Craig Alexander, économiste en chef chez Deloitte Canada. L'impôt sur le revenu et l'épargne publique découlant du retour de parents sur le marché du travail, de même que les

meilleures opportunités pour les enfants pourraient égaler, voire dépasser le coût de fonctionnement d'un système d'EPE. Cela pourrait aussi faire sortir de nombreuses familles de la pauvreté. »

M. Alexander donne l'exemple du Québec, comme province ayant réussi à implanter un programme de services de garde à contribution réduite et qui en voit déjà les avantages, avec 70 000 mères qui ont intégré le marché du travail grâce à ce programme. De plus, leur travail a généré suffisamment de nouveaux impôts et a permis de réduire les dépenses en prestations sociales pour couvrir l'entièreté des coûts du programme¹.

Pour plus d'information, visitez le : <https://earlyyearsstudy.ca/ey4/>.

À propos de la série *Le point sur la petite enfance*

Le rapport *Early Years Study*, publié par l'honorable Margaret McCain et Dr Fraser Mustard en 1999, recommandait la création de centres de la petite enfance et d'éducation parentale qui soient liés au système scolaire tout en demeurant sensibles aux communautés locales. Ceci a mené à une série de rapports qui ont permis un réel changement de politique au Canada, comme :

- Le premier rapport, *Reversing the Real Brain Drain*, a poussé le gouvernement fédéral à allonger le congé parental, le faisant passer de six mois à un an, et à mettre sur pied le premier programme pilote intégré d'éducation à la petite enfance à Toronto.
- Le rapport *Early Years Study 2: Putting Science into Action*, publié en 2007, a mené l'Ontario à établir la maternelle à temps plein basée sur le jeu pour les enfants de 4 et 5 ans.
- *Le point sur la petite enfance 3 : Prendre des décisions, agir* a été publié en 2011 et a permis d'introduire un outil d'évaluation, *Le rapport sur l'éducation à la petite enfance*, qui est produit aux trois ans et qui permet de suivre les décisions politiques et les dépenses des gouvernements provinciaux et fédéral.
- Lancé aujourd'hui, *Le point sur la petite enfance 4 : Enfants épanouis, société prospère* demande un investissement annuel de 8 milliards de dollars, échelonné sur 8 ans, pour que le Canada rejoigne le taux d'inscription moyen de l'OCDE pour l'éducation à la petite enfance.

À propos de la Margaret and Wallace McCain Family Foundation

La Margaret and Wallace McCain Family Foundation investit dans les jeunes enfants et leurs familles en poursuivant des objectifs tournés vers le savoir, la pratique et la politique. Pour de plus amples informations, visitez: <http://mwmccain.ca/>.

¹ Fortin, P., Godbout, L., St.-Cerny, S.; *L'impact des services de garde à contribution réduite du Québec sur le taux d'activité féminin, le revenu intérieur et les budgets gouvernementaux*; <https://www.agcpe.com/content/uploads/2016/06/2012-fortin-godbout-st-cerny-impact-des-services-de-garde.pdf>



Pour toute demande de renseignements médias, veuillez contacter :

Deb McCain
Margaret and Wallace McCain Family Foundation
Media@earlyyearsstudy.ca
416.402.5681